L. 9548/2.
L. 9549/2.
L. 9550/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre et par le Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, le 23 février 1966, d'une demande d'avis sur :

1° un projet d'arrêté royal "relatif à la situation administrative et pécuniaire du personnel des services d'assistance et d'hygiène en fonction dans les administrations de l'Etat",

2° un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1964 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs Ministères", et

3° un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat",

a donné le 18 mars 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e februari 1966 door de Eerste Minister en door de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt, verzocht hem van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de administratieve en geldelijke toestand van het personeel van de diensten voor bijstand en hygiëne in dienst bij de Rijksbesturen",

2° een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene Ministeries gemene graden", en

3° een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn",

heeft de 18e maart 1966 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Les trois projets d'arrêtés royaux constituent un ensemble portant création et suppression de différents grades et aménageant la carrière de certains agents de l'Etat.

La matière traitée gagnerait en clarté si les trois projets étaient fusionnés en un arrêté royal unique divisé en plusieurs chapitres.

Bien que l'insertion de nouveaux grades dans le classement hiérarchique organisé par l'arrêté royal du 20 juillet 1964 emporte par elle-même création de ces grades, il ne paraît pas dépourvu d'utilité d'introduire dans le projet un article spécial indiquant nettement les créations, suppressions et remplacements de grades que le Gouvernement entend réaliser.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

A. Sur le premier projet (L.9548).

Intitulé.

Il y est fait appel à la notion de "personnel des services d'assistance et d'hygiène". Les agents de l'Etat auxquels le projet doit s'appliquer sont chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène mais ne forment pas un ou plusieurs services organisés.

.../...

Préambule.

Le considérant faisant l'objet de l'alinéa 7 ne répond pas au prescrit de l'article 116 du statut du 2 octobre 1937. Il ne fait qu'annoncer le dispositif, sans indiquer les raisons pour lesquelles il est dérogé au statut.

Article 1er.

Le personnel "infirmier et soignant" ne constitue pas une entité organique au sein de l'ensemble des agents de l'Etat. Il s'agit d'une notion de fait qui réunit empiriquement un certain nombre de grades dont les titulaires participent, avec d'autres agents, à diverses missions d'assistance et d'hygiène.

Il en est tellement ainsi que l'aide-infirmier du rang 34 et l'infirmier aliéniste du rang 20, qui sont cependant du personnel "infirmier et soignant" au sens usuel de ces termes, sont exclus de cette notion.

Il y aurait lieu dès lors de renoncer à l'utilisation de cette notion.

Article 2.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le grade de puéricultrice n'existe qu'au Ministère de l'Education nationale. Il s'agit donc d'un grade particulier dont l'échelle de traitements ne peut être classée

.../...

dans le tableau figurant à l'article 1er de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurd Ministères.

La détermination de ce traitement rentre dans les attributions du Ministre de l'Education nationale, conformément à l'article 4, 2°, de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères.

Le Ministre de l'Education nationale doit donc proposer l'arrêté et le contresigner.

Articles 3 et 4.

Les grades de garde-malade et de garde-malade principal, qui sont supprimés par le projet, existent dans les Ministères de la Santé publique, de la Justice et de l'Education nationale.

Cependant, le Gouvernement n'a pas voulu considérer ces deux grades comme des grades communs.

En conséquence, les échelles de traitements de ces grades doivent être fixées sur proposition des Ministres compétents, en vertu de l'article 4, 2°, de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères.

.../...

Article 5.

Le grade d'hospitalier, qui doit remplacer celui de garde-malade et de garde-malade principal, est considéré comme un grade particulier, alors qu'il sera utilisé dans trois Ministères.

Cet article appelle la même observation que les articles précédents en ce qui concerne les Ministres compétents pour la fixation de l'échelle de traitements.

Article 10, § 1er.

Il est inexact d'écrire que les grades de promotion du rang 23, qui figurent dans la colonne de droite du tableau, sont créés par l'arrêté en projet. Ils existent déjà dans le classement hiérarchique.

Article 14.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, c'est au Ministre compétent qu'il appartiendra de déterminer les fonctions de surveillant et de surveillant principal qui seront réputées identiques à celles de garde-malade. Il convient que le texte contienne cette attribution de compétence.

Le grade de garde-malade étant supprimé, il va de soi que c'est avec celui d'hospitalier qu'il faudra établir l'assimilation.

.../...

Article 15.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, la détermination du complément de traitement sera faite par le Ministre compétent, avec l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Cette attribution de compétence ne peut être déduite de l'article 48 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères; elle devrait être expressément énoncée.

A l'alinéa 3, il est inexact de dire que des retenues sont opérées pour la "constitution" de la pension de survie. Le régime des pensions de survie des agents de l'Etat fonctionne selon un système de répartition alimenté par des retenues sur les traitements.

Deuxième projet d'arrêté (L.9549).

Article 1er.

Au 4°, il convient, pour respecter l'uniformité de rédaction, d'ajouter le numéro de l'échelle : "231" (deux fois).

Articles 2 et 3.

Plutôt que de modifier le numérotage originel de l'arrêté, ce qui compliquerait la compréhension des modifications successives, il faudrait insérer la disposition nouvelle faisant l'objet de l'article 3 du projet, sous la forme d'un article 1er bis dans l'arrêté royal modifié. L'article 2 du projet serait en conséquence supprimé.

.../...

On observera, au surplus, que l'article 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs Ministères a été abrogé par un arrêté royal du 9 avril 1965, lequel n'a été soumis ni à l'accord, ni au contreseing du Ministre des Finances.

Article 4.

Cet article accorde une valorisation de traitement aux titulaires d'un grade pour la collation duquel a été requise exclusivement la qualification d'architecte, de conducteur ou d'ingénieur technicien.

Quoiqu'il ait déjà été employé dans l'arrêté royal du 22 juillet 1964 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs Ministères (qualification d'ingénieur civil), on doit reconnaître que le terme "qualification" est imprécis.

Le Conseil d'Etat estime que l'on devrait se référer à la notion de diplôme tout en prévoyant une exception pour les architectes porteurs des autres titres de capacité prévus par les deux derniers alinéas de l'article 7 de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.

+

+ +

.../...

Le paragraphe 2, 1°, accorde une amélioration de traitement aux architectes, conducteurs ou ingénieurs techniciens titulaires du rang 25. La rédaction de cette disposition paraît lui conférer un caractère permanent alors que, dans l'intention du Gouvernement, elle ne doit s'appliquer qu'aux agents qui étaient titulaires d'un grade du rang 25 au 1er août 1964.

Le texte doit être précisé sur ce point.

Article 5.

L'article 5 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 sur les échelles de traitements des grades communs prévoit actuellement qu'est fixé dans l'échelle 252, "le traitement du conducteur, de l'architecte ou de l'ingénieur technicien qui ... ".

Toutes autres conditions maintenues, le texte du projet destiné à remplacer cet article 5 prévoit l'octroi de l'échelle 252 aux titulaires "d'un grade pour la collation duquel a été requise exclusivement la qualification d'architecte, de conducteur ou d'ingénieur technicien."

.../...

Dans la mesure où la disposition nouvelle porterait atteinte à des droits acquis en fonction de la disposition remplacée, elle serait dépourvue de fondement légal.

\+

\+ +

Il conviendrait que l'article qui détermine la date à laquelle l'arrêté produira ses effets, tienne compte des cas où d'autres articles fixent des dates différentes.

\+

\+ +

Pour le surplus, les trois projets d'arrêtés appellent des modifications de forme qui ne demandent pas de commentaires et qui sont incluses dans le texte ci-après proposé :

ARRETE ROYAL RELATIF AU STATUT ADMINISTRATIF ET PECUNIAIRE DES AGENTS DE L'ETAT :

1° CHARGES DE FONCTIONS EN RAPPORT AVEC L'ASSISTANCE ET L'HYGIENE;

2° TITULAIRES DES GRADES D'ARCHITECTE, CONDUCTEUR ET INGENIEUR TECHNICIEN.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

.../...

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, modifié par les arrêtés royaux des 4 et 5 février 1965;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1964 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs Ministères, modifié par les arrêtés royaux des 5 février et 9 avril 1965;

Considérant ... (voir observation relative au préambule du premier projet) ...

Vu l'avis du comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord du Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Ministre des Finances, donné le 29 novembre 1965;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, et de ... (1) et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - CREATION ET SUPPRESSION DE GRADES.

Article 1er.-

Sont créés les grades d'hospitalier, d'infirmier breveté et d'infirmier en chef adjoint.

Les grades de garde-malade et de garde-malade principal sont supprimés.

Le grade d'infirmier et celui d'infirmier de première classe sont remplacés respectivement par les grades d'infirmier gradué et d'infirmier gradué de première classe.

.../...

(1) Les Ministres compétents pour proposer les échelles des grades particuliers doivent figurer parmi les Ministres proposant l'arrêté comme il a été dit au sujet des articles 2 à 5 du premier projet d'arrêté.

CHAPITRE II. MODIFICATIONS A L'ARRETE ROYAL DU 20 JUILLET 1964 RELATIF AU CLASSEMENT HIERARCHIQUE DES GRADES QUE PEUVENT PORTER LES AGENTS DES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT.

Article 2.-

Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964, sont apportées les modifications suivantes :

A.- Sous l'intitulé "I. - Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française " :

à la "Section A. Personnel administratif" :

1° au rang 30 :

a. le grade de "puéricultrice" est ajouté après celui de "préposé à la conduite des voitures cellulaires";

b. sous la rubrique "Grades supprimés", le grade de "garde-malade" est ajouté après celui d' "éducateur";

2° au rang 32 :

sous la rubrique "Grades supprimés", le grade de "garde-malade principal" est ajouté après celui de "chef-surveillant adjoint";

3° au rang 34 :

les grades de "hospitalier" et d'"infirmier breveté" sont ajoutés après celui d'"enlumineur-calligraphe";

4° au rang 22 :

le grade d'"infirmier" est remplacé par celui d'"infirmier gradué";

.../...

5° au rang 23 :

a. le grade d'"infirmier en chef adjoint" est ajouté après celui de "géomètre des mines de première classe";

b. le grade d'"infirmier de première classe" est remplacé par celui d'"infirmier gradué de première classe";

6° au rang 25 :

a. le grade d'"architecte principal" est ajouté après celui d'"architecte expert";

b. les grades de "conducteur principal" et d'"ingénieur technicien principal" sont ajoutés après celui de "conducteur-chef de section".

B. Sous l'intitulé "II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise" :

à la "Section A. Personnel administratif" :

1° au rang 30 :

a. le grade de "puéricultrice" est ajouté après celui de "restituteur en photogrammétrie";

b. sous la rubrique "Grades supprimés", le grade de "garde-malade" est ajouté après celui de "sténodactylographe polyglotte";

2° au rang 32 :

sous la rubrique "Grades supprimés", le grade de "garde-malade principal" est ajouté après celui de "sous-percepteur principal";

3° au rang 34 :

a. le grade d'"infirmier breveté" est ajouté après celui de "maîtresse sage femme";

b. le grade d'"hospitalier" est ajouté après celui d'"enlumineur-calligraphe";

.../...

4° au rang 22 :
le grade d'"infirmier" est remplacé par celui d'"infirmier gradué",qui prend place sur la liste après le grade de "dessinateur principal";

5° au rang 23 :
a. le grade d'"infirmier en chef adjoint" est ajouté après celui de "bibliothécaire adjoint de première classe";
b. le grade d'"infirmier de première classe" est remplacé par celui d'"infirmier gradué de première classe", qui prend place sur la liste après le grade de "première conseillère ménagère agricole";

6° au rang 25 :
les grades d'"architecte principal", de "conducteur principal" et d'"ingénieur technicien principal" sont ajoutés après celui de "conducteur-chef de section".

CHAPITRE III. MODIFICATIONS A L'ARRETE ROYAL DU 22 JUILLET 1964 FIXANT LES ECHELLES DE TRAITEMENTS DES GRADES COMMUNS A PLUSIEURS MINISTERES.

Article 3.-

A l'article ler, 1°, de l'arrêté royal du 22 juillet 1964, sont apportées les modifications suivantes :

1° après la mention "traducteur-chef 252" sont ajoutées les mentions suivantes :
"architecte principal 252";
"conducteur principal 252";
"ingénieur-technicien principal 252";

2° après la mention "chef administratif 241" est ajoutée la mention : "infirmier en chef 241";

3° après la mention "traducteur principal 241" est ajoutée la mention : "infirmier en chef adjoint 232";

4° la mention "infirmier de première classe 231" est remplacée par celle d'"infirmier gradué de première classe 231";

5° la mention "infirmier 222" est remplacée par celle d'"infirmier gradué 222".

Article 4.-

Il est inséré dans le chapitre Ier du même arrêté royal, un article lerbis rédigé comme suit :

"Article lerbis. Le traitement du grade d'infirmier breveté est fixé dans l'échelle de traitements spéciale suivante :

95.000 - 170.000 (15 augmentations biennales de 5.000 francs).

Cette échelle spéciale appartient au groupe II".

Article 5.-

L'article 5 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. § 1er. Par dérogation à l'article 1er, les traitements des agents de l'Etat qui sont titulaires depuis le 1er août 1964 au plus tard d'un grade pour la collation duquel a été requis exclusivement le diplôme de conducteur civil, d'architecte ou d'ingénieur technicien , ou un autre titre de capacité prévu pour les

.../...

architectes par l'article 7, alinéas 3 et 4, de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, sont fixés comme suit :

1° dans l'échelle 252, lorsque l'ancienneté dans le groupe II atteint douze ans;

2° dans l'échelle spéciale prévue au § 2 :
   a. pour l'agent titulaire d'un grade du rang 25 au 1er août 1964;
   b. pour l'agent qui, après avoir obtenu l'échelle 252 en vertu du 1°, est promu à un grade du rang 25.

§ 2. L'échelle spéciale dont il est question au § 1er, 2°, est fixée :

1° pour la période du 1er janvier 1964 au 31 décembre 1964, de 156.000 francs à 254.000 francs (14 augmentations biennales de 7.000 francs);

2° à partir du 1er janvier 1965, de 159.400 francs à 259.080 francs (2 augmentations biennales de 7.000 francs et 12 augmentations biennales de 7.140 francs).

Cette échelle spéciale relève du niveau 2 et appartient au groupe II".

Article 6.-

Il est inséré dans le même arrêté royal, un article 5bis rédigé comme suit :

.../...

"Article 5bis. § 1er. Pour la période du 1er juillet 1962 au 31 juillet 1964, est fixé dans l'échelle de traitements 231, le traitement de l'agent de l'Etat ou de l'agent temporaire des administrations de l'Etat qui remplit les deux conditions suivantes :

1° compter au moins douze ans d'ancienneté dans l'échelle de son grade;

2° avoir été titulaire pendant ladite période du grade d'assistant social ou du grade d'infirmier.

§ 2. Est fixé dans l'échelle de traitements 231, le traitement de l'agent temporaire des administrations de l'Etat qui remplit les deux conditions suivantes :

1° compter au moins douze ans d'ancienneté dans l'échelle de son grade;

2° être titulaire, depuis le 1er août 1964 au plus tard, du grade d'assistant social, du grade d'infirmier ou du grade d'infirmier gradué".

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX AGENTS DE L'ETAT CHARGES DE FONCTIONS EN RAPPORT AVEC L'ASSISTANCE ET L'HYGIENE.

Section 1ère. Statut administratif.

Article 7.-

Le grade d'hospitalier est conféré par priorité aux gardes-malades principaux ainsi qu'aux gardes-malades qui comptent au moins douze ans d'ancienneté dans l'échelle de leur grade, à condition qu'ils satisfassent les uns et les autres à une épreuve spéciale. Cette épreuve est organisée selon les modalités prévues pour les examens de maturité professionnelle.

/

A défaut de lauréats de l'épreuve spéciale, le grade d'hospitalier est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement.

Article 8.-

§ 1er. Les agents de l'Etat, titulaires de l'un des grades du rang 22 repris ci-après dans la colonne de gauche, peuvent seuls être promus au grade du rang 23 qui figure en regard de leur grade ... (suite comme à l'article 10 du projet L. 9548).

§ 2. ... (comme au projet L.9548) ...

§ 3. ... (comme au projet ...,sous réserve d'écrire le 2° comme suit :

"2° être, au 1er août 1964 au plus tard, et en qualité d'agent de l'Etat, titulaire d'un des grades du rang 22 mentionnés au § 1er, ou être devenu titulaire d'un de ces grades à la suite de la réussite d'un concours de recrutement qui avait été organisé avant cette date ou était en cours d'organisation à la même date")...

Article 9.-

§ 1er. Pour le calcul de leur ancienneté de grade et pour leur classement, les agents de l'Etat qui, au 1er juillet 1962, étaient titulaires de l'un des grades du rang 22 mentionnés à l'article 8, § 1er, et remplissaient les conditions prévues au § 2 du même article, sont censés prendre rang au 1er juillet 1962 dans le grade qu'ils obtiennent en application dudit § 2.

.../...

§ 2. Pour le calcul de leur ancienneté de grade et pour leur classement, les agents de l'Etat qui, après le 1er juillet 1962 et au plus tard au 1er août 1964, étaient titulaires de l'un des grades du rang 22 mentionnés à l'article 8, § 1er, et remplissaient la condition prévue au § 3, 1°, du même article , sont censés prendre rang au 1er août 1964 dans le grade qu'ils obtiennent en application dudit § 3.

Section 2. - Echelles de traitements des grades particuliers.

Article 10.-

Est fixé dans l'échelle de traitements 303, le traitement de l'agent titulaire du grade de puéricultrice.

Ce traitement est toutefois fixé dans l'échelle de traitements 326 pour l'agent qui compte au moins douze ans d'ancienneté dans l'échelle de son grade.

Article 11.-

Est fixé dans l'échelle de traitements 341, le traitement de l'agent titulaire du grade d'hospitalier.

Article 12.-

§ 1er. Pour la période du 1er juillet 1962 au 31 juillet 1964 est fixé dans l'échelle de traitements 231, le traitement de l'agent de l'Etat ou de l'agent temporaire des administrations de l'Etat qui remplit les deux conditions suivantes :

.../...

1° compter au moins douze ans d'ancienneté dans l'échelle de son grade;

2° avoir été titulaire pendant ladite période de l'un des grades suivants : auxiliaire social, kinésithérapeute, moniteur sanitaire ou visiteuse d'hygiène du travail.

§ 2. Est fixé dans l'échelle de traitements 231, le traitement de l'agent temporaire des administrations de l'Etat qui remplit les deux conditions suivantes :

1° compter au moins douze ans d'ancienneté dans l'échelle de son grade;

2° être titulaire depuis le 1er août 1964 au plus tard, de l'un des grades suivants : auxiliaire social, kinésithérapeute, moniteur sanitaire ou visiteuse d'hygiène du travail.

Section 3. - Echelle de traitements des grades supprimés.

Article 13.-

Les titulaires actuels du grade de garde-malade le conservent ainsi que le traitement de ce grade.

Ce traitement est fixé dans l'échelle de traitements 305. Il est, toutefois, fixé dans l'échelle de traitements 327 pour l'agent qui compte au moins douze ans d'ancienneté dans l'échelle de son grade.

.../...

Article 14.-

Les titulaires actuels du grade de garde-malade principal le conservent ainsi que le traitement de ce grade.

Ce traitement est fixé dans l'échelle de traitements 328.

Section 4. -Compléments de traitement.

Article 15.-

En cas de prestations extraordinaires et variables comportant à la fois des prestations de nuit et des prestations accomplies les dimanches et jours fériés, un complément de traitement est accordé :

1° à l'agent en fonction dans un établissement hospitalier, s'il est titulaire d'un des grades suivants : puéricultrice, garde-malade, garde-malade principal, hospitalier, infirmier breveté, infirmier gradué et infirmier gradué de première classe;

2° au surveillant et au surveillant principal d'un établissement pour malades mentaux qui exerce des fonctions réputées identiques à celles d'hospitalier.

Le Ministre, sous l'autorité duquel sont placés les agents en cause, détermine avec l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions l'identité des fonctions prévues à l'alinéa 1er, 2°.

.../...

Article 16.-

Le complément de traitement est déterminé par le Ministre compétent, avec l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Il ne peut excéder annuellement 10 p.c. du traitement minimum de l'échelle normale du grade dont est titulaire l'agent intéressé. Il n'est pas tenu compte de l'échelle compensatoire de ce grade.

Le complément de traitement est soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des Ministères. Il est dû lorsque le traitement d'activité est dû, et payé en même temps et dans la même mesure que lui.

Il est passible des retenues soit pour le service des pensions de survie, soit au profit de l'Office national de la sécurité sociale.

Il est pris en considération pour l'octroi des allocations de foyer ou de résidence.

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 17.-

Sont abrogés :

1° le titre III de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat;

2° l'article 6 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs Ministères.

.../...

Article 18.-

Sans préjudice de l'article 50 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, le présent arrêté produit ses effets le ler août 1964.

Toutefois :

1° produisent leurs effets :

a. au ler janvier 1964, l'article 5, § ler, 2°, et § 2;

b. au ler juillet 1962, l'article 5bis, § ler, inséré dans l'arrêté royal du 22 juillet 1964 par l'article 6 du présent arrêté, et l'article 12, § ler, du présent arrêté ;

2° entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté :

a. l'article ler, alinéa ler, en tant qu'il crée les grades d'hospitalier et d'infirmier breveté ;
b. l'article ler, alinéa 2;
c. l'article 2,A, 1°, b, 2° et 3°;
d. l'article 2,B, 1°, b, 2° et 3°;
e. les articles 7, 13 et 14.

Article 19.-

... (désignation des Ministres chargés de l'exécution de l'arrêté) ...

(Contreseing des Ministres proposants et du Ministre des Finances).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De drie ontwerp-koninklijke besluiten vormen een geheel dat strekt tot oprichting en afschaffing van een aantal graden en tot aanpassing van de loopbaan van sommige Rijksambtenaren.

De behandelde stof zou aan duidelijkheid winnen als de drie ontwerpen werden samengevoegd tot één koninklijk besluit, onderverdeeld in hoofdstukken.

Ofschoon de invoeging van nieuwe graden in de hiërarchische indeling, zoals die georganiseerd is door het koninklijk besluit van 20 juli 1964, uit zichzelf de oprichting van die graden meebrengt, lijkt het niet overbodig in het ontwerp een speciaal artikel in te voegen, om duidelijk aan te geven welke graden de Regering opgericht, afgeschaft en vervangen wenst te zien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

A. Over het eerste ontwerp (L.9548).

Opschrift.

Hier wordt gewerkt met het begrip "personeel van de diensten voor bijstand en hygiëne". De Rijksambtenaren op wie het ontwerp toepassing moet vinden, zijn wel belast met ambten die verband houden met de bijstand en de hygiën maar een of meer georganiseerde diensten vormen zij niet.

.../...

Aanhef.

De considerans die het zevende lid van de aanhef vormt, beantwoordt niet aan de regel van artikel 116 van het statuut van 2 oktober 1937. Zij kondigt alleen maar de artikelen aan, zonder te zeggen om welke redenen van het statuut wordt afgeweken.

Artikel 1.

Het "verplegend en verzorgend personeel" vormt geen organieke entiteit in het geheel van de Rijksambtenaren. Het betreft hier een feitelijk begrip dat empirisch een aantal graden samenbrengt, waarvan de titularissen met andere ambtenaren deelnemen aan diverse opdrachten in zake bijstand en hygiëne.

Dit is zo waar, dat de hulpverpleger van rang 34 en de krankzinnigenverpleger van rang 20, die nochtans " verplegend en verzorgend personeel" in de gebruikelijke betekenis van die woorden zijn, buiten dat begrip vallen.

Men werke derhalve niet met dat begrip.

Artikel 2.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, besta de graad van kinderverzorgster alleen bij het Ministerie Nationale Opvoeding. Het betreft dus een bijzondere graad waarvan de weddeschaal niet mag worden ingedeeld in de t van artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 juli 196 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheide Ministeries gemene graden.

.../

De vaststelling van die wedde behoort tot de ambtsbevoegdheid van de Minister van Nationale Opvoeding, overeenkomstig artikel 4, 2°, van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries.

Het besluit moet dus voorgedragen en mede-ondertekend worden door de Minister van Nationale Opvoeding.

Artikelen 3 en 4.

De graden van ziekenoppasser en eerste ziekenoppasser, die door het ontwerp worden afgeschaft, bestaan in de Ministeries van Volksgezondheid, Justitie en Nationale Opvoeding.

Toch heeft de Regering die twee graden niet als gemene graden willen beschouwen.

De weddeschalen van die graden moeten dan ook worden vastgesteld op de voordracht van de bevoegde Ministers, krachtens artikel 4, 2°, van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries.

Artikel 5.

De graad van verpleegassistent die in de plaats moet komen van die van ziekenoppasser en van eerste ziekenoppasser, wordt als bijzondere graad beschouwd, ofschoon hij in drie Ministeries zal worden gebruikt.

.../...

Bij dit artikel is hetzelfde op te merken als bij de vorige artikelen, wat betreft de Ministers die bevoegd zijn om de weddeschaal vast te stellen.

Artikel 10, § 1.

Het is niet juist te zeggen dat de bevorderingsgraden van rang 23, die voorkomen in de rechterkolom van de tabel, door het ontwerp-besluit zijn ingevoerd. Zij bestaan reeds in de hiërarchische indeling.

Artikel 14.

Naar aan de Raad van State is verklaard, is het zaak van de bevoegde Minister te bepalen welke "functies" van de bewaker en van de eerste bewaker "zullen worden geacht gelijk te zijn aan die van de ziekenoppasser". Die toewijzing van bevoegdheid zou in de tekst moeten staan.

Nu de graad van ziekenoppasser wordt afgeschaft, spreekt het vanzelf dat de gelijkstelling moet plaatshebben met de graad van verpleegassistent.

Artikel 15.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zal de "aanvullingswedde" worden bepaald door de bevoegde Minister, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort. Die toewijzing van bevoegdheid kan niet worden afgeleid uit artikel 48 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries ; zij moet uitdrukkelijk in de tekst staan.

.../...

In het derde lid is het verkeerd te zeggen dat inhoudingen worden gedaan voor de "vestiging" van het overlevingspensioen. De regeling inzake overlevingspensioenen voor Rijksambtenaren werkt volgens een omslagstelsel, gestijfd door weddeinhoudingen.

Over het tweede ontwerp-besluit (L.9549).

Artikel 1.

Ter wille van de eenvormigheid in de redactie, moet de tekst onder 4° worden aangevuld met het schaalnummer "231" (tweemaal).

Artikelen 2 en 3.

In plaats van de oorspronkelijke nummering van het besluit te wijzigen, wat het begrip van opeenvolgende wijzigingen bemoeilijkt, zou de nieuwe bepaling van artikel 3 van het ontwerp in de vorm van een artikel 1bis moeten worden ingevoegd in het gewijzigde koninklijk besluit. Artikel 2 van het ontwerp zou dan vervallen.

Bovendien moet worden opgemerkt dat artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot vaststell van de weddeschalen der aan verscheidene Ministeries gem graden opgeheven is bij een koninklijk besluit van 9 apr 1965, dat noch voor akkoord noch voor medeondertekening voorgelegd is aan de Minister van Financiën.

.../...

Artikel 4.

Dit artikel verleent een weddevalorisatie aan de titularissen van een graad "voor de toekenning waarvan uitsluitend de kwalificatie van architect, van conducteur of van technisch ingenieur is vereist".

Ofschoon de term "kwalificatie" reeds gebruikt is in het koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene Ministeries gemene graden (kwalificatie van burgerlijk ingenieur), moet worden toegegeven dat hij erg vaag is.

De Raad van State meent dat zou moeten worden gewerkt met het begrip diploma, terwijl een uitzondering zou moeten worden gemaakt voor de architecten die houder zijn van de andere bekwaamheidsakten bepaald in de laatste twee alinea's van artikel 7 van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en het beroep van architect.

\+

\+ \+

Paragraaf 2, 1°, verleent een weddeverbetering aan de architecten, conducteurs of technisch ingenieurs van rang 25. Die bepaling is zo geredigeerd dat zij een bestendige toepassing lijkt te zullen krijgen, terwijl zij, volgens de bedoeling van de Regering, alleen moet gelden voor ambtenaren die op 1 augustus 1964 titularis waren van een graad van rang 25.

De tekst moet op dit punt worden verduidelijkt.

.../...

Artikel 5.

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene Ministeries gemene graden bepaalt thans dat in de weddeschaal 252 wordt vastgesteld "de wedde van de conducteur, de architect of de technisch ingenieur, die ...".

Onder behoud van alle overige voorwaarden bepaalt de ontwerp-tekst ter vervanging van dat artikel 5 dat schaal 252 wordt toegekend aan de titularissen "van een graad voor de toekenning waarvan uitsluitend de kwalificatie van architect, van conducteur of van technisch ingenieur is vereist".

In zover de nieuwe bepaling afbreuk mocht doen aan de rechten verkregen op grond van de vervangen bepaling, zou zij alle rechtsgrond missen.

\+

\+ \+

Het artikel dat bepaalt op welke datum het besluit uitwerking zal hebben, dient rekening te houden met de gevallen dat andere artikelen andere data vaststellen.

\+

\+ \+

.../...

Voor het overige zijn in de drie ontwerp-besluiten vormwijzigingen aan te brengen die geen commentaar behoeven; zij zijn in de hierna voorgestelde tekst verwerkt :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET ADMINISTRATIEF STATUUT EN DE BEZOLDIGINGSREGELING VAN DE RIJKSAMBTENAREN :

1° DIE BELAST ZIJN MET AMBTEN IN VERBAND MET BIJSTAND EN HYGIENE,

2° DIE TITULARIS ZIJN VAN DE GRADEN VAN ARCHITECT, CONDUCTEUR EN TECHNISCH INGENIEUR.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 en 5 februari 1965 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene Ministeries gemene graden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 februari en 9 april 1965 ;

Overwegende ... (zie opmerking over de aanhef van het eerste ontwerp) ...

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies ;

Gelet op het akkoord van de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Minister van Financiën, gegeven op 29 november 1965 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt, en van ... (1) en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

(1) De Ministers die bevoegd zijn tot het voorstellen van de schalen van de bijzondere graden, moeten het besluit mede voordragen, zoals gezegd is in verband met de artikelen 2 tot 5 van het eerste ontwerp-besluit.

HOOFDSTUK I.- OPRICHTING EN AFSCHAFFING VAN GRADEN.

Artikel 1.-

Opgericht worden de graden van verpleegassistent, gebrevetteerd ziekenverpleger en adjunct-hoofdverpleger.

De graden van ziekenoppasser en eerste ziekenoppasser worden afgeschaft.

De graden van ziekenverpleger en van ziekenverpleger eerste klasse worden onderscheidenlijk vervangen door de graden van gegradueerd ziekenverpleger en van gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse.

HOOFDSTUK II.- WIJZIGINGEN IN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 20 JULI 1964 BETREFFENDE DE HIERARCHISCHE INDELING VAN DE GRADEN WAARVAN DE AMBTENAREN IN DE RIJKSBESTUREN KUNNEN TITULARIS ZIJN.

Artikel 2.-

In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A.- Onder het opschrift "I.- Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen" :

in "Afdeling A. Administratief personeel" :

1° in rang 30 :

a. wordt de graad van "kinderverzorgster" ingevoegd na die van "celwagenbeambte";

.../...

b. onder de rubriek "Afgeschafte graden", wordt de graad van "ziekenoppasser" ingevoegd na die van "opvoeder" ;

2° in rang 32 :
onder rubriek "Afgeschafte graden", wordt de graad van "eerste ziekenoppasser" ingevoegd na die van "adjunct-hoofdbewaker" ;

3° in rang 34 :
worden de graden van "verpleegassistent" en van "gebrevetteerd ziekenverpleger" ingevoegd na die van "verluchter-calligraaf" ;

4° in rang 22 :
wordt de graad van "ziekenverpleger" vervangen door die van "gegradueerd ziekenverpleger" ;

5° in rang 23 :
a. wordt de graad van "adjunct-hoofdverpleger" ingevoegd na die van "mijnmeter eerste klasse" ;
b. wordt de graad van "ziekenverpleger eerste klasse" vervangen door die van "gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse" ;

6° in rang 25 :
a. wordt de graad van "eerste architect" ingevoegd na die van "architect-expert";
b. worden de graden "eerste conducteur" en "eerste technisch ingenieur" ingevoegd na die van "conducteur-sectiechef".

.../...

B. - Onder het opschrift "II.- Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen" :

in "Afdeling A. Administratief personeel" :

1° in rang 30 :

a. wordt de graad van "kinderverzorgster" ingevoegd na die van "fotogrammetrisch uitwerker";

b. onder de rubriek "Afgeschafte graden" wordt de graad van "ziekenoppasser" ingevoegd na die van "veeltalig(e) steno-typist(e)" ;

2° in rang 32 :

onder de rubriek "Afgeschafte graden", wordt de graad van "eerste ziekenoppasser" ingevoegd na die van "eerste onderpostontvanger" ;

3° in rang 34 :

a. wordt de graad van "gebrevetteerd ziekenverpleger" ingevoegd na die van "eerste vroedvrouw" ;

b. wordt de graad van "verpleegassistent" ingevoegd na die van "verluchter-calligraaf" ;

4° in rang 22 :

wordt de graad van "ziekenverpleger" vervangen door die van "gegradueerd ziekenverpleger", die op de lijst komt na de graad van "eerste tekenaar";

5° in rang 23 :

a. wordt de graad van "adjunct-hoofdverpleger" ingevoegd na die van "adjunct-bibliothecaris eerste klasse" ;

b. wordt de graad van "ziekenverpleger eerste klasse" vervangen door die van "gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse", die op de lijst komt na de graad van "eerste landbouwhuishoudkundige consulente";

.../...

6° in rang 25 :
worden de graden van "eerste architect" ,"eerste conducteur" en "eerste technisch ingenieur" ingevoegd na die van "conducteur-sectiechef".

HOOFDSTUK III.- WIJZIGINGEN IN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 22 JULI 1964 TOT VASTSTELLING VAN DE WEDDESCHALEN DER AAN VERSCHEIDENE MINISTERIES GEMENE GRADEN.

Artikel 3.-

In artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de vermelding "hoofdvertaler 252" worden de volgende vermeldingen ingevoegd :
"eerste architect 252"
"eerste conducteur 252"
"eerste technisch ingenieur 252";

2° na de vermelding "bestuurschef 241" wordt de vermelding "hoofdverpleger 241" ingevoegd;

3° na de vermelding "eerste vertaler 241" wordt de vermelding "adjunct-hoofdverpleger 232" ingevoegd ;

4° de vermelding "ziekenverpleger eerste klasse 231" wordt vervangen door "gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse 231" ;

5° de vermelding "ziekenverpleger 222" wordt vervangen door "gegradueerd ziekenverpleger 222".

.../...

Artikel 4.-

In hoofdstuk I van hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 1bis.- De wedde van de graad van gebrevetteerd ziekenverpleger wordt vastgesteld in de volgende bijzondere weddeschaal :

95.000 - 170.000 (15 tweejaarlijkse verhogingen van 5.000 frank).

Die bijzondere schaal behoort tot groep II".

Artikel 5.-

Artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5. § 1. In afwijking van artikel 1, wordt de wedde van de Rijksambtenaren die ten laatste sedert 1 augustus 1964 titularis zijn van een graad voor het verlenen waarvan uitsluitend werd vereist het diploma van burgerlijk conducteur, van architect of van technisch ingenieur of een andere bekwaamheidsakte als voor architecten voorgeschreven is in artikel 7, derde en vierde lid, van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en het beroep van architect, vastgesteld als volgt :

1° in schaal 252, als de anciënniteit in groep II twaalf jaar bereikt ;
2° in de bijzondere schaal bedoeld in § 2 :

.../...

a. voor de ambtenaar die op 1 augustus 1964 titularis is van een graad van rang 25 ;

b. voor de ambtenaar die, nadat hij krachtens 1° schaal 252 heeft verkregen, wordt bevorderd tot een graad van rang 25.

§ 2. De in § 1, 2°, bedoelde bijzondere schaal wordt vastgesteld :

1° over de periode van 1 januari 1964 tot 31 december 1964, van 156.000 frank tot 254.000 frank (14 tweejaarlijkse verhogingen van 7.000 frank) ;

2° met ingang van 1 januari 1965, van 159.400 frank tot 259.080 frank (2 tweejaarlijkse verhogingen van 7.000 frank en 12 tweejaarlijkse verhogingen van 7.140 frank).

Deze bijzondere schaal behoort tot niveau 2 en tot groep II".

Artikel 6.-

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 5bis. § 1. Over de periode van 1 juli 1962 tot 31 juli 1964, wordt in de weddeschaal 231 vastgesteld de wedde van de Rijksambtenaar of van de tijdelijke ambtenaar in een Rijksbestuur die aan de twee volgende voorwaarden voldoet :

1° ten minste twaalf jaar anciënniteit tellen in de schaal van zijn graad ;

2° gedurende die periode titularis geweest zijn van de graad van maatschappelijk assistent of van de graad van ziekenverpleger.

§ 2. In de weddeschaal 231 wordt vastgesteld de wedde van de tijdelijke ambtenaar in een Rijksbestuur die aan de twee volgende voorwaarden voldoet :

1° ten minste twaalf jaar anciënniteit tellen in de schaal van zijn graad ;

2° sedert uiterlijk 1 augustus 1964 titularis zijn van de graad van maatschappelijk assistent, van de graad van ziekenverpleger of van de graad van gegradueerd ziekenverpleger".

.../...

HOOFDSTUK IV. - BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE DE RIJKSAMBTENAREN DIE BELAST ZIJN MET AMBTEN IN VERBAND MET BIJSTAND EN HYGIENE.

Afdeling I - Administratief statuut.

Artikel 7.-

De graad van verpleegassistent wordt bij voorrang toegekend aan de eerste ziekenoppassers alsook aan de ziekenoppassers die ten minste twaalf jaar anciënniteit tellen in de schaal van hun graad, op voorwaarde dat zowel de enen als de anderen slagen voor een bijzonder examen. Dat examen wordt georganiseerd volgens de regelen die voor de examens tot vaststelling van de beroepsmaturiteit zijn bepaald.

Bij ontstentenis van geslaagden voor het bijzonder examen wordt de graad van verpleegassistent toegekend aan de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen.

Artikel 8.-

§ 1. Alleen Rijksambtenaren die titularis zijn van een van de graden van rang 22 die hierna in de linkerkolom voorkomen, kunnen worden bevorderd tot de graad van rang 23 die vermeld is tegenover hun graad ... (voorts zoals in artikel 10 van ontwerp L. 9548)...

§ 2. ... (zoals in ontwerp L. 9548) ...

§ 3. ... (zoals in het ontwerp , maar de tekst onder 2° leze men als volgt :

.../...

"2° uiterlijk op 1 augustus 1964 en als Rijksambtenaar titularis zijn van een van de in § 1 vermelde graden van rang 22 of titularis van een van die graden geworden zijn na te zijn geslaagd voor een vergelijkend wervingsexamen dat vóór die datum georganiseerd of op dezelfde datum nog in uitvoering was").

Artikel 9.-

§ 1. Voor de berekening van hun graadanciënniteit en voor hun rangschikking worden de Rijksambtenaren die op 1 juli 1962 titularis waren van een van de graden van rang 22 vermeld in artikel 8, § 1, en die aan de in § 2 van hetzelfde artikel gestelde voorwaarden voldeden, geacht rang in te nemen op 1 juli 1962 in de graad welke zij op grond van bedoelde § 2 verkrijgen.

§ 2. Voor de berekening van hun graadanciënniteit en voor hun rangschikking worden de Rijksambtenaren die na 1 juli 1962 en uiterlijk op 1 augustus 1964 titularis waren van een van de graden van rang 22 vermeld in artikel 8, § 1, en die aan de in § 3, 1°, van hetzelfde artikel gestelde voorwaarden voldeden, geacht rang in te nemen op 1 augustus 1964 in de graad welke zij op grond van bedoelde § 3 verkrijgen.

Afdeling 2. - Weddeschalen van de bijzondere graden.

Artikel 10.-

In de weddeschaal 303 wordt vastgesteld de wedde van de ambtenaar die titularis is van de graad van kinderverzorgster.

.../...

Die wedde wordt evenwel vastgesteld in de weddeschaal 326 voor de ambtenaar die ten minste twaalf jaar anciënniteit telt in de schaal van zijn graad.

Artikel 11.-

In de weddeschaal 341 wordt vastgesteld de wedde van de ambtenaar die titularis is van de graad van verpleegassistent.

Artikel 12.-

§ 1. Over de periode van 1 juli 1962 tot 31 juli 1964 wordt in de weddeschaal 231 vastgesteld de wedde van de Rijksambtenaar of van de tijdelijke ambtenaar in een Rijksbestuur die aan de twee volgende voorwaarden voldoet :

1° ten minste twaalf jaar anciënniteit tellen in de weddeschaal van zijn graad;

2° gedurende die periode titularis geweest zijn van een van volgende graden : maatschappelijk assistent (strafinrichtingen), kinesitherapeut, gezondheidsmonitor of bezoekster arbeidshygiëne.

§ 2. In de weddeschaal 231 wordt vastgesteld de wedde van de tijdelijke ambtenaar in een Rijksbestuur die aan de twee volgende voorwaarden voldoet :

1° ten minste twaalf jaar anciënniteit tellen in de weddeschaal van zijn graad;

2° uiterlijk sedert 1 augustus 1964 titularis zijn van een van de volgende graden : maatschappelijk assistent (strafinrichtingen), kinesitherapeut, gezondheidsmonitor of bezoekster arbeidshygiëne.

.../...

Afdeling 3. - Weddeschalen van de afgeschafte graden

Artikel 13.-

De huidige titularissen van de graad van ziekenoppasser behouden hun graad alsook de hieraan verbonden wedde.

Die wedde wordt vastgesteld in de weddeschaal 305. Zij wordt evenwel vastgesteld in de weddeschaal 327 voor de ambtenaar die ten minste twaalf jaar anciënniteit telt in de schaal van zijn graad.

Artikel 14.-

De huidige titularissen van de graad van eerste ziekenoppasser behouden hun graad alsook de hieraan verbonden wedde.

Die wedde wordt vastgesteld in de weddeschaal 328.

Afdeling 4. - Aanvullingswedde.

Artikel 15.-

Voor buitengewone en wisselende prestaties die terzelfdertijd bestaan uit nacht-, zondag- en feest dagwerk wordt een aanvullingswedde toegekend :

1° aan de ambtenaar in dienst bij een verpleeginricht als hij titularis is van een van de volgende grad kinderverzorgster, ziekenoppasser, eerste ziekenoppasser, verpleegassistent, gebrevetteerd ziekenverpl gegradueerd ziekenverpleger en gegradueerd ziekenpleger eerste klasse;

2° aan de bewaker en aan de eerste bewaker van een inrichting voor geesteszieken die ambten uitoefent welke geacht worden gelijk te zijn aan die van verpleegassistent.

De Minister onder wiens gezag de betrokken ambtenaren staan, bepaalt met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, de gelijkheid van de ambten bedoeld in het eerste lid, 2°.

Artikel 16.-

De aanvullingswedde wordt bepaald door de bevoegde Minister, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort. Zij mag jaarlijks niet meer bedragen dan 10 t.h. van de minimumwedde der normale schaal van de graad waarvan de betrokken ambtenaar titularis is. Er wordt geen rekening gehouden met de compensatieweddeschaal verbonden aan die graad.

Voor de aanvullingswedde geldt de mobiliteitsregeling die van toepassing is op de wedden van het personeel der Ministeries. Zij is verschuldigd wanneer de activiteitswedde verschuldigd is en wordt samen met deze en in dezelfde mate uitbetaald.

Zij is onderworpen aan de inhoudingen ofwel voor de dienst van de overlevingspensioenen, ofwel ten behoeve van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid.

Zij wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de haard- of standplaatstoelage.

HOOFDSTUK V. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 17.-

Opgeheven worden :

1° titel III van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen;

2° artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene Ministeries gemene graden.

Artikel 18.-

Onverminderd artikel 50 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries, heeft dit besluit uitwerking met ingang van 1 augustus 1964.

Nochtans :

1° hebben uitwerking :

a) met ingeng van 1 januari 1964, artikel 5, § 1, 2°, en § 2;

b) met ingang van 1 juli 1962, artikel 5bis, § 1, in het koninklijk besluit van 22 juli 1964 ingevoegd door artikel 6 van dit besluit, en artikel 12, § 1, van dit besluit;

.../...

2° treden in werking de dag waarop dit besluit wordt bekendgemaakt :

a. artikel 1, eerste lid, voor zover het de graden van verpleegassistent en gebrevetteerd ziekenverpleger opricht;

b. artikel 1, tweede lid;

c. artikel 2, A, 1°, b, 2° en 3°;

d. artikel 2, B, 1°, b, 2° en 3°;

e. de artikelen 7, 13 en 14.

Artikel 19.-

... (aanwijzing van de Ministers belast met de uitvoering van het besluit) ...

(Medeondertekening door de voordragende Ministers en de Minister van Financiën).

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président
de Heren : staatsraad, voorzitter

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Ch. SMOLDERS, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G. PIQUET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G. PIQUET, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.